

## Comment Macron a pensé la guerre sociale

---

 [mediapart.fr/journal/economie/250919/comment-macron-pense-la-guerre-sociale](https://mediapart.fr/journal/economie/250919/comment-macron-pense-la-guerre-sociale)

### Qu'est-ce que le macronisme ?

Emmanuel Macron a été élu président de la République le 7 mai 2017, à une large majorité de 66,1 % des suffrages exprimés au second tour. Mais cette victoire exprime davantage le rejet de son adversaire Marine Le Pen qu'une adhésion à son programme. C'est pourtant en partant de cette adhésion que le nouveau président va gouverner. Ministre de l'Économie de François Hollande pendant deux ans (2014-2016), il a construit un mouvement politique sur une idée : celle d'imposer en France le néolibéralisme dont les élites rêvent depuis quatre décennies, afin d'en réaliser la promesse sociale. Sa victoire est l'aboutissement de l'offensive néolibérale contre le modèle hybride français, mais aussi de l'effondrement politique qui a suivi.

#### *Une pensée profondément néolibérale*

Corédacteur du deuxième rapport Attali, Emmanuel Macron en est la conséquence directe et la traduction politique exacte. Ses idées économiques pourraient se résumer au texte de ce rapport. Son livre-programme *Révolution* est, de ce point de vue, un bréviaire de la pensée néolibérale dans sa version radicalisée de la fin des années 2000. Il s'appuie sur l'idée du déclin français en raison de son refus de s'adapter à l'ordre néolibéral qui, partout, domine : « Chaque jour, notre pays s'affaiblit de ne pas être adapté à la marche du monde [1] », une France « à l'arrêt [2] » quand les autres pays avanceraient. Ce déclin rend la France « malheureuse de ce qu'elle est devenue [3] ». Pour une raison simple : en refusant le néolibéralisme, la France refuse le réel. Or Emmanuel Macron est un homme résigné : « Peut-on remplacer le monde tel qu'il va ? Je ne le crois pas [4]. » Refuser le néolibéralisme, c'est donc vouloir « soustraire la France au cours du monde [5] ».

On voit se dessiner dans cette pensée l'identité qui déterminera toute sa politique : le paradigme néolibéral est le réel, un réel qu'on ne peut changer ; c'est une vérité transcendante à laquelle il faut se soumettre. Cette idée est évidemment le produit des idées économiques du personnage. Emmanuel Macron est un adhérent enthousiaste au « nouveau consensus ». Ses mentors en économie, Jean Pisani-Ferry, Gilbert Cette, Philippe Aghion, sont les représentants français de ce néokeynésianisme, pilier central du néolibéralisme. Ce sont les défenseurs les plus ardents des « réformes structurelles » qui permettront de soumettre le plus possible la société au marché, limitant l'action de l'État aux investissements de long terme et aux réponses conjoncturelles.

Emmanuel Macron est fasciné par cette théorie de la croissance, qui serait « libérée » par les bonnes structures décidées en fonction de l'idéal d'équilibre du marché et qui ne dépendrait pas de l'action de l'État mais des innovations privées stimulées par la concurrence. On le sait, cette idée était au centre de la commission Attali « pour la

libération de la croissance » : une commission dont faisaient partie les principaux économistes cités et Emmanuel Macron. Ce dernier s'est littéralement nourri de cette pensée [6]. Or celle-ci renvoie toute autre option dans l'obscurantisme. Sans doute peut-on l'appliquer selon plusieurs méthodes (avec ou sans « contrepoids » social), mais elle ne se discute pas, parce qu'on ne discute pas la vérité. La pensée de Macron est le pendant politique de celle de Pierre Cahuc et André Zylberberg [7]. Ceux qui veulent changer l'ordre existant sont des obscurantistes, des négationnistes.

Emmanuel Macron considère donc que le modèle français « ne marche plus [8] », précisément parce qu'il essaie de se prémunir du cours du monde. C'est un modèle qui n'a aucune valeur, parce qu'il est en permanence « rafistolé » et construit de « réformes graduelles et non assumées ». Selon lui, il ne peut y avoir une adaptation graduelle et prudente du néolibéralisme à un contexte social qui lui est hostile, il n'y a que le produit d'un jeu politique ou, pour ménager des électeurs, on a refusé les réformes nécessaires. Ce « refus du changement [9] » est le fruit des rentes, des avantages, des privilèges qu'il convient dorénavant de briser. Qui sont ces privilégiés ? Les salariés « *insiders* », ceux qui sont en CDI, qui sont « favorisés par le système [10] », mais aussi les fonctionnaires « qui trouvent une raison d'être dans la règle qui envahit tout [11] », les politiques et, plus généralement, tous ceux qui bénéficient d'une protection collective.

Face à ces centaines d'avantages qui empêchent la France d'entrer dans la réalité néolibérale, Emmanuel Macron propose une « révolution » qu'il compare à celle de 1945, au demeurant avec raison, puisqu'il s'agit d'en finir avec le système issu de 1945 : « Comme la France du Conseil national de la Résistance, nous devons changer de logique profonde et refonder nos manières de penser, d'agir et de progresser [12]. » N'est-ce pas l'écho de l'appel à la « révolution culturelle occidentale » de Serge July en 1983 ? L'ambition de Macron est là : l'adhésion pleine de la France au paradigme néolibéral doit se faire par une conversion pleine et entière à la culture néolibérale.

On l'a dit, le néolibéralisme n'est pas qu'une pensée économique, et le réduire ainsi le rend moins efficace. C'est ce qu'Emmanuel Macron, et avant lui la commission Attali, reproche aux politiques du passé : se contenter d'ajuster le modèle pour des raisons économiques. Or cela ne fonctionne pas. Lui veut davantage : un saut dans la culture néolibérale où règne, avec la bienveillance de l'État, la concurrence entre individus régulés par le marché. La théorie néolibérale de la croissance surdéfend l'idée que les conditions culturelles favorisent l'innovation. Si chacun accepte le principe de la compétition et de la justice par le marché, alors chacun s'efforcera de trouver un projet qui le distingue en se rendant « utile » au consommateur. Dans *Révolution*, Emmanuel Macron veut l'assurer : « le nouveau modèle d'entreprise [...] est le ferment d'une transformation économique et d'un changement culturel [13] ». La culture française doit changer, et c'est par le capital que ce changement va s'effectuer. Aucun penseur néolibéral ne pourrait désavouer une telle pensée.

D'où cette idée développée au cours de la campagne d'une « start-up nation », d'une société d'entrepreneurs innovants. Mais, pour advenir, cette société a besoin que la culture française évolue, qu'elle abandonne le principe de la protection du travail face au capital, et au contraire qu'elle accepte que le capital soit le moteur du bien-être auquel le travail doit s'ajuster. Ce changement culturel, dont Emmanuel Macron a toujours déclaré qu'il prendrait dix ans, nécessite un changement d'institutions. C'est là le nerf de la guerre néolibérale : en changeant l'État, on change la société parce qu'on influe directement sur les comportements en influant sur les obligations.

C'est aussi pour cette raison que l'État et ses représentants doivent parler un nouveau langage, influencés par le secteur des start-up, qui incarne le mieux la compétition permanente. Dans *Forbes*, gazette officielle des milliardaires états-uniens, le président de la République clame qu'il veut que son pays soit « ouvert à la disruption ». À l'Assemblée, une députée évoque le « *core business* » (« activité principale ») d'un de ses collègues. Les pratiques du secteur privé le plus concurrentiel doivent inspirer l'administration, et le secrétaire d'État à la fonction publique, le transfuge du PS Olivier Dussopt, appelle à la « révolution culturelle de la fonction publique [14] ».

Si le mouvement culturel est long, alors il faut commencer dès à présent. L'État doit agir vite et fort. C'est pourquoi Emmanuel Macron reprend à son compte l'idée centrale de la commission Attali : les réformes structurelles doivent être acceptées d'un bloc. On ne transige pas avec elles, c'est tout ou rien.

En même temps, Emmanuel Macron ne manque jamais une occasion de critiquer une forme de libéralisme. Dans ses vœux pour l'année 2019, il reprend la critique du « capitalisme ultralibéral et financier » qui « serait arrivé à sa fin », critique qu'il avait déjà formulée dans *Révolution* ou il n'a pas de mots assez durs contre les excès qui ont conduit à la crise de 2008. Mais, pas davantage que ses collègues du premier rapport Attali, il ne voit là une critique à adresser à son libéralisme. Au contraire. L'ultralibéralisme est une dérive, tandis que l'ordre néolibéral défend le rôle de l'État comme l'acteur d'une « juste protection et du respect des règles [15] ».

Macron joue en permanence sur cette ambiguïté entre néolibéralisme et ultralibéralisme. Il rejette le second et se dresse contre l'idée simpliste des « libéraux » selon laquelle « il n'existe aucun échec de marché [16] ». Cela lui permet de se présenter comme un régulateur et un défenseur de l'État contre le marché. Or on se souvient que la pensée néolibérale est née d'un constat : il existe des échecs de marché, et la crise de 1929 est l'un d'eux. Sa critique du libéralisme aveugle qui aboutit à 2008 s'inscrit parfaitement dans la critique de Hayek à l'endroit des errements du néoclassicisme libéral avant 1929. On retrouve là ce trait qui traverse toute la pensée modernisatrice française : celui du double rejet du « libéralisme sauvage » et de la « planification ». Ce double rejet lui donne l'image d'un modéré, d'un centriste, dont on verra qu'elle est bien peu justifiée.

Dans son entretien paru dans le magazine *Forbes*, le 1<sup>er</sup> mai 2018, il précise sa vision du rôle de l'État en justifiant l'annonce de la suppression (finalement seulement réduite) de l'*exit tax*, l'impôt frappant les évadés fiscaux et mis en place par Nicolas Sarkozy dans sa période « keynésienne ». « Les gens sont libres d'investir ou ils le désirent. Je veux dire, si vous êtes capable de les attirer, c'est bien pour vous, si ce n'est pas le cas, on devrait être libre de divorcer [17]. » Derrière cette comparaison, l'État n'est rien d'autre qu'un acteur destiné à favoriser le désir des investisseurs. Il doit être celui qui est capable d'attirer les capitaux et de faire jouer les mécanismes de marché en sa faveur. La liberté de « divorcer » que défend Macron n'a d'autre fonction que celle de permettre la concurrence entre les États. Or, derrière cette concurrence, il y a bien la réduction directe ou indirecte de l'État social. C'est là le sens de l'acceptation de la « réalité du monde ».

La solution, pour Macron, à l'instar des néolibéraux des années 1930, reste la concurrence. C'est d'elle qu'émanerait la justice sociale. Lorsqu'un investisseur choisit un autre pays, c'est la juste conséquence des politiques menées. L'objectif des politiques économiques de l'État doit donc toujours être d'organiser cette concurrence et de la laisser jouer. D'où sa critique d'un « appareil d'État qui tourne à vide [...] devient une gêne et un poids pour l'ensemble de la nation [18] ». À l'inverse, la concurrence « protège de la connivence et permet la liberté [19] ». Cette idée est presque copiée de Friedrich von Hayek. En 2019, Édouard Philippe, Premier ministre du président Macron, ne s'en cache pas en citant cette référence de l'économiste autrichien, tirée de *La Route de la servitude* (1944), en forme de définition du macronisme : « L'État doit créer les conditions dans lesquelles la concurrence sera le plus efficace possible et la remplacer là où elle ne peut pas être efficace [20]. » Le macronisme est un néolibéralisme. Et son ambition est de créer les structures d'une société néolibérale en France.

### Le progressisme, socialisme de substitution

Pour installer cette révolution néolibérale dans une société qui y est profondément opposée, Emmanuel Macron développe l'idée du « progressisme ». Il utilise le discours social du néolibéralisme et promeut un certain « progressisme » dans le but de gagner l'électorat de gauche. À l'entendre, le macronisme n'a pas de mots assez durs pour dénoncer les inégalités, même si ce qu'il prétend combattre, ce ne sont pas les inégalités de revenus. « Nous avons un système fiscal qui corrige déjà énormément les inégalités, beaucoup plus que dans d'autres pays et que dans la plupart des autres pays. Nous avons un système fiscal qui met déjà largement à contribution les classes moyennes et les classes les plus aisées [21]. » Selon lui, c'est un problème en termes de compétitivité. Non, les vraies inégalités, ce sont « les inégalités d'origine, les inégalités de destin, les inégalités à la naissance ». Qu'entend-il par là ? D'un côté, il estime que la redistribution a atteint un niveau presque insoutenable (qui justifierait des baisses d'impôts pour les plus aisés) et, de l'autre, que les inégalités de naissance sont insupportables. Cette vision est pour le moins paradoxale.

Toutefois le paradoxe n'est qu'apparent. Les « vraies » inégalités sont, d'après Macron, l'incapacité des individus à jouer leur rôle dans le grand jeu de la concurrence et du marché. Dans la pensée néolibérale, la « vraie » justice est donnée par cette confrontation des uns avec les autres. La redistribution n'est pas satisfaisante parce qu'elle donne sans regarder les « mérites » – comprendre la capacité à dégager de la valeur –, elle est donc injuste. Pire, c'est même une forme de « mauvaise allocation des ressources » ou l'on finance ce qui ne crée pas de valeur. Le contrat selon Macron est simple : moins de redistribution mais plus d'égalité dans la capacité à « se vendre » sur le marché de l'emploi. De cette meilleure égalité devra surgir plus d'innovation (certaines bonnes idées étant aujourd'hui mal exploitées en raison des rentes qui les entravent) et donc plus de richesse pour la collectivité.

La promesse du macronisme n'est pas celle du « bonheur » mais de la « maximisation des possibles [22] », pour reprendre le terme de deux conseillers du président. Ce dernier ne s'en cache pas : « J'ai la conviction que la politique doit déployer le cadre qui permettra à chacun de trouver sa voie, de devenir maître de son destin, d'exercer sa liberté [23]. » Cette vision pose au départ non pas une égalité des chances, puisque Emmanuel Macron n'a jamais réellement voulu remettre en cause la fiscalité des successions, fidèle à son opposition à une large redistribution, mais une égalité d'accès au marché du travail. Ensuite, la justice du marché fera son œuvre. Comme le déclarait Yves Montand en 1984 : « On aura ce qu'on mérite. »

L'individu est placé au centre de la pensée sociale macroniste, pour qui tout succès social est le fruit de sa propre liberté. Mais, conformément à la pensée néolibérale, l'État a un rôle à jouer pour permettre la réalisation du succès optimal de l'individu sur le marché. On retrouve déjà ce rôle dans le discours de Nixon du 22 août 1970 sur la réforme de l'État-providence : il faut des incitations à s'adapter, par moins de transferts sociaux, de la formation pour pouvoir se conformer aux exigences changeantes du marché dictées par le capital, mais aussi une protection contre la pauvreté. La solidarité universelle telle qu'elle a été mise en place à partir de 1945 n'est donc plus de mise : la cotisation ne donne plus de droits car le rôle de l'État est d'organiser le marché constitué d'individus. C'est cette logique qui a été mise en œuvre dans la réforme de l'assurance chômage de juin 2019, comme le pointe Laurent Bergé, secrétaire général de la CFDT [24].

Certes, dans leur « manifeste [25] », Ismaël Emelien et David Amiel reconnaissent qu'il faut corriger la répartition des fortunes que le capitalisme peut redistribuer « de façon absurde ». Mais cette correction ne se fait que par « un certain degré de redistribution ». Ce degré n'est pas précisé, parce qu'en réalité il est très réduit. Rien de plus logique : toute correction trop forte viendrait modifier la justice rendue par le marché que les deux jeunes hommes n'ont pas de mots assez forts pour défendre [26]. La solidarité qui consiste à organiser cette redistribution est donc suspecte, parce qu'elle contraint l'individu et réduit sa capacité supposée à construire sa vie de façon libre.

En réalité, le vrai rôle de l'État dans ce domaine comme dans les autres, c'est une « lutte implacable contre les rentes [27] », autrement dit contre les entraves au marché. C'est pour cela que le « progressisme » se défend d'être un individualisme : il ne défend pas la maximisation des gains par les individus mais la possibilité pour tous de réaliser des gains « justes », déterminés par la libre concurrence. C'est pour cela que la protection des salariés est injuste, parce qu'elle crée cette fameuse différence entre des *insiders* qui garderaient leurs avantages et des *outsiders* privés de toute chance de réussir. Derrière ces pompeuses arguties, souvent caricaturales, se dissimule un néolibéralisme ordinaire, critique du laisser-faire qui crée des monopoles et de l'État qui crée des rentes. Selon les néolibéraux, si l'individu ne réussit pas seul, il ne réussit pas non plus grâce à la solidarité.

La société rêvée par Emmanuel Macron est une société constituée d'égalité formelle : « Tous les individus doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits [28]. » Tout le monde doit être sur la même ligne de départ pour tenter sa chance dans la création de valeur, en ignorant entièrement les inégalités de naissance et de vie, qu'elles soient sociales ou culturelles. Aussi les droits doivent-ils être généralisés, cette généralisation allant de pair avec un nivellement par le bas, puisqu'on a vu la méfiance envers la redistribution : tout le monde devrait avoir les mêmes droits à la retraite et les mêmes droits à l'assurance chômage, mais on ne dit rien du niveau de ces droits. L'essentiel est que les individus soient traités sur le même plan par l'État garant de la concurrence libre entre eux.

La clé de voute de cette pensée sociale réside dans la capacité des individus à accepter cette concurrence permanente dans le cadre du travail. On se souvient du rôle du travail dans le néolibéralisme : il est un élément de la production dont le volume et le prix doivent être déterminés par le marché, donc par les besoins du capital. Le macronisme tente de faire passer cette soumission pour un progrès social : chacun a le devoir d'aller vendre sa force de travail et d'en obtenir le prix juste fixé par le marché. Ce devoir permet, à son tour, de valoriser au plus juste la production et l'innovation, et d'assurer la croissance.

Pour rendre ce devoir concret, il faut assurer la liberté maximale du marché du travail afin que le « tri » puisse se faire entre les individus, et la justice s'opérer. C'est pour cette raison que la flexibilisation du marché du travail a été la priorité absolue de Macron, tant au moment de sa démission du gouvernement Valls II, en 2016, que lors de sa campagne électorale. Le progressisme se veut social parce qu'il entend donner à ceux qui ne les ont pas les moyens de venir sur le marché du travail, là où le capitalisme manchestérien ne se souciait pas de la capacité des hommes à se vendre. Il les prenait comme ils étaient, pour ce qu'ils étaient. Ici, le « progressisme » ne cesse de parler d'humain, parce qu'il entend donner à chacun cette capacité à se vendre. Il y a cette idée que l'on peut en permanence améliorer sa compétitivité individuelle et mieux réussir sur le marché. Le libéralisme d'antan laissait l'individu se débrouiller avec ce qu'il avait, le néolibéralisme veut améliorer la capacité marchande de chacun. La compétition n'en est pas moins féroce, et le résultat pas forcément différent.

Cette action se fait, d'abord, par une logique de *workfare* : l'État doit assurer à chacun des revenus minimum permettant de se présenter sur le marché du travail. Mais il ne peut le faire que si ces revenus sont effectivement utilisés pour aller sur le marché du travail. Autrement, il s'agirait d'une rente. Le soutien contre la pauvreté n'est donc pas un humanisme, c'est un soutien au marché qui est conditionné à la participation de l'individu à ce dernier. Deuxième moyen, la formation et l'éducation, qui doivent assurer la capacité marchande permanente de l'individu sur le marché du travail et permettre une adaptation de l'individu aux demandes du marché. Dernier moyen, la lutte contre les discriminations, qui n'est cependant pas une spécificité de ce « progressisme ». Là encore, il ne s'agit pas d'un quelconque humanisme mais d'une logique de marché : toute discrimination est une rente parce qu'elle favorise un acteur de marché plutôt qu'un autre sur des critères non économiques. Mais c'est souvent une tartufferie car les discriminations, raciales et sexuelles, s'enracinent aussi dans des déterminations économiques. L'illégalité formelle de la discrimination ne dit rien des différences sociales qui, souvent, aggravent les discriminations existantes. Si les personnes d'origine étrangère sont moins bien formées en raison des capacités économiques de départ de leur famille, elles seront toujours proportionnellement moins nombreuses à réussir. Surtout si les protections sociales sont affaiblies et renforcent encore les inégalités sociales de départ. Mais, comme la réussite n'est qu'individuelle, ces circonstances sont largement niées. La lutte contre les discriminations est donc un paravent de la libéralisation. On constate, du reste, que ce « progressisme » n'est largement que de façade, la politique migratoire d'Emmanuel Macron étant très peu ouverte et centrée sur les besoins du marché.

À noter : le progressisme ne discute pas, ou à la marge, le résultat de la loi du marché, puisqu'il estime que la redistribution est trop forte. Toutes les inégalités issues de la justice du marché sont acceptables. Le travail, produit du marché, est un « vecteur de mobilité sociale et d'émancipation [29] » et ceux qui veulent vivre mieux doivent donc mieux répondre aux demandes du marché. C'est la une responsabilité individuelle. Grâce au marché, le progressisme remplace la redistribution par des droits. Cette pensée, habilement tournée autour des idées de justice et d'égalité, vise franchement à remplacer à gauche la centralité de l'idée de redistribution.

La stratégie politique : le néolibéralisme à visage humain

Lorsqu'il annonce sa candidature autour d'un tel programme, que cherche Emmanuel Macron ? Avant tout à en finir avec le blocage politique dénoncé depuis des décennies par les élites néolibérales et que, en tant que corédacteur du rapport Attali puis secrétaire général adjoint de l'Élysée et ministre de l'Économie, il a pu expérimenter. Le refus du défi du « tout ou rien » lancé par cette commission en 2008 confirme son analyse selon laquelle le monde politique est une rente et protège les rentes. Puisque, selon lui, l'intérêt général commande de faire entrer pleinement la France dans la culture néolibérale, alors il faut se débarrasser du personnel politique traditionnel. D'où l'idée de sortir des partis et de refuser d'entrer dans le clivage droite-gauche.

Ce positionnement est le fruit direct de sa pensée : Macron ne se perçoit pas comme le candidat d'un camp mais comme celui du « pragmatisme », autrement dit de l'acceptation de la réalité et de la vérité. La vérité n'a pas de camp politique. Les idées et le programme de son mouvement *En Marche !* sont établis par les économistes néokeynésiens et des hauts fonctionnaires héritiers des modernisateurs. Cette large reprise du rapport Attali vise clairement à bâtir une nouvelle alliance sociale autour du cœur néolibéral, ce que Bruno Amable et Stefano Palombarini appellent le « bloc bourgeois [30] », favorable aux réformes et à la transformation néolibérale du pays. Il s'agit de casser la droite et la gauche en ralliant ces électeurs.

La stratégie politique est le reflet de la stratégie économique et sociale : il faut en finir avec la politique des petits pas. Le modèle hybride français a choisi l'adaptation progressive au néolibéralisme, parce que les partis au pouvoir ne disposent jamais d'une unité autour d'une transformation brutale en leur sein. Si les élites sont convaincues depuis longtemps de la nécessité d'un tournant néolibéral, l'impossibilité à convaincre doit les contraindre à construire en permanence des compromis. Ces compromis deviennent d'autant plus importants que les spectres du FN et, dans une moindre mesure, d'une gauche plus radicale exercent une pression externe. Celui qui vise la réélection doit se garder de s'aliéner totalement les forces opposées aux réformes. La modération est de mise. Il est vrai que cette stratégie a souvent échoué, comme l'ont montré les échecs de la gauche en 1993 et 2002 et de la droite en 1997. Mais les tentatives franchement néolibérales à l'image de celles de Jacques Chirac en 1988 et de Nicolas Sarkozy en 2012 n'ont pas mieux réussi. Cette stratégie permet surtout aux grands partis de continuer à exister et de revenir dans le jeu après leurs défaites, grâce à leur capacité à faire des compromis. C'est pourquoi le PS s'est remis de ses deux lourdes défaites en 1993 et 2002, et Jacques Chirac a survécu à l'humiliation de 1997.

À partir de 2010, ce système s'enraie parce que les partis au pouvoir mettent en place une stratégie de transformation néolibérale de plus grande ampleur. Des lors, leur existence, liée au compromis, n'a plus de sens. À droite, Nicolas Sarkozy est tellement discrédité après sa défaite de 2012 qu'il n'accède pas au second tour de la primaire du parti Les Républicains (LR) en 2016. De son côté, le PS s'effondre dans l'opinion sitôt qu'il se lance dans une politique néolibérale franche, en 2014. François Hollande doit renoncer, en raison de son impopularité, à se présenter à sa propre réélection. Ce sont donc les choix économiques issus de la promenade de Deauville, ceux d'une transformation néolibérale de la France, qui ont conduit à l'explosion du système politique traditionnel. Et c'est sur ces ruines qu'Emmanuel Macron a bâti sa victoire.

L'ancien ministre espérait-il construire un bloc majoritaire autour de lui ? Peut-être, mais, en réalité, il n'en avait guère besoin. L'avantage du néolibéralisme est que son programme est simple : l'acceptation de l'ordre du monde. Il peut donc réunir ses partisans avec efficacité, sous le prétexte d'un pseudo-réalisme. En revanche, ceux qui s'y opposent sont fragmentés entre la tentation d'une économie protégée sur des critères nationaux et raciaux, qui vont se retrouver au FN, et ceux qui défendent de multiples alternatives au néolibéralisme à gauche. Pour reprendre les termes employés

précédemment, si le bloc bourgeois n'est pas majoritaire en France, comme le montre l'évolution politique depuis 1976, le bloc antibourgeois n'existe pas. Mieux : il ne peut exister. Le FN maintient des positions économiques très néolibérales (rejet de la hausse du SMIC, baisses d'impôts pour les PME) qui sont compensées par une protection nationale (qui favorise le capital national) et par une restriction des droits sur des critères nationaux. À gauche, les divers courants rejettent ces deux options et sont souvent divisés sur les voies à prendre (notamment sur la question du revenu universel ou de la construction européenne, qui induit le rapport à la monnaie). Le rejet du néolibéralisme est une réalité, mais il ne constitue pas en soi un programme suffisant.

Pour parvenir à la victoire, le candidat Macron n'a nul besoin de s'appuyer sur un bloc majoritaire. Il peut compter sur la division de ses adversaires et sur le système français majoritaire à deux tours. Sa stratégie est de changer de position face au FN. Jusqu'ici, les élites néolibérales ont tenté soit de ménager les électeurs du FN par des réformes limitées, soit de les séduire, comme Nicolas Sarkozy et après lui François Fillon, par un discours sécuritaire permettant de faire passer les réformes. Emmanuel Macron a une autre stratégie : d'emblée, il se présente comme le rempart contre le FN et s'oppose frontalement à lui. Il déroule son discours néolibéral comme une garantie de la démocratie. C'est la reprise de la stratégie fondée sur le chantage « les réformes ou le fascisme » qui remonte à la Fondation Saint-Simon et qu'il recycle en opposition entre « progressistes » et « nationalistes ». Il sait, des lors, que, s'il parvient en tête du bloc bourgeois au premier tour et qu'il est opposé à Marine Le Pen au second, il pourra bénéficier, comme Jacques Chirac en 2002, d'un vote négatif contre elle. Simplement, à la différence de Chirac, lui pourra et devra même réaliser la transformation néolibérale du pays, parce qu'il a soutenu que cette transformation est le véritable rempart contre le fascisme. Il ne sera donc pas tenu de réaliser des compromis hors du bloc bourgeois.

Face à lui, il doit cependant compter avec un adversaire de poids : François Fillon, qui a triomphé de la primaire de la droite sur un programme de choc néolibéral aux accents très thatchériens. Mais Fillon mène une autre stratégie, plus proche de celle de Nicolas Sarkozy en 2007 ; il tente l'électorat d'extrême droite par un discours sécuritaire permanent et des positions européennes ambiguës. Fillon reste le candidat de la droite traditionnelle, celle qui a gouverné jusqu'en 2012. Et, du reste, il a été Premier ministre entre 2007 et 2012.

De façon significative, une partie notable des élites néolibérales françaises, notamment les hauts fonctionnaires mais aussi de nombreux grands patrons, va soutenir Macron contre Fillon [31]. Ce sont eux qui vont largement financer la campagne du candidat sans parti : près de la moitié de son budget de campagne (près de 8 millions d'euros) a été apportée par 1 200 personnes [32]. Le capitalisme français parie sur Emmanuel Macron plutôt que sur la droite traditionnelle. Là encore, c'est le signe d'une radicalisation. François Fillon est suspect. Il y a en lui, ancien « gaulliste social » devenu thatchérien, le risque d'une poursuite du compromis historique, du refus de la transformation, le risque d'une dérive « à la Chirac ». En face, les électeurs de gauche, et même du centre droit qui ont pu défendre Alain Juppé, sont effrayés par un second tour Fillon-Le Pen, c'est-à-dire

entre deux candidats sécuritaires et nationalistes. Macron joue alors sur les deux tableaux : il garantit à la droite juppéiste et aux modernistes de gauche la transformation néolibérale mais insiste, pour les électeurs de gauche et de centre gauche, sur son engagement contre les discriminations, pour l'intégration européenne et pour le pouvoir d'achat.

Pour s'assurer sa domination sur le centre gauche, Emmanuel Macron, qui défend une position radicale, surdéfend l'aspect « progressiste » de son programme et promet de fortes baisses d'impôts pour redistribuer le pouvoir d'achat, notamment par la baisse des cotisations salariales. C'est ce que l'on appelle le « en-même-temps » : réformes et soutien au pouvoir d'achat.

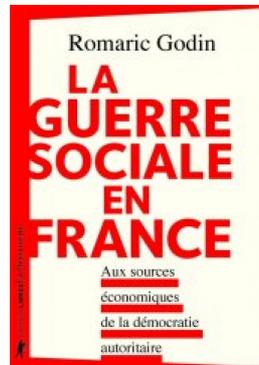
Ce n'est pas un paradoxe mais, au contraire, un axe central de son programme. Les baisses d'impôts affaiblissent les recettes de l'État et sont ainsi les meilleures alliées du désengagement de l'État de l'économie et des baisses des transferts sociaux. En attaquant directement les cotisations sociales, dont la part salariale des contributions maladie et chômage qui doit être supprimée pour être remplacée par la CSG, l'aubaine est plus belle : il s'agit de détruire le paritarisme de fait en mettant au compte de l'État le financement intégral de ces dépenses. Les syndicats deviennent ainsi des partenaires de second rang, puisque les salariés ne paient pas. L'État et le patronat pourront à l'avenir gérer ensemble le système social, scellant à nouveau l'alliance du capital et du pouvoir politique que les fondateurs de la Sécurité sociale redoutaient tant.

Emmanuel Macron veut faire d'une pierre quatre coups : il se présente comme le défenseur du pouvoir d'achat, ce qui plaît à l'électorat de centre gauche ; il ne fait pas payer ce surplus de pouvoir d'achat par du salaire, ce qui convient au patronat ; il renforce le basculement de la France dans le néolibéralisme, ce qui va satisfaire les élites. Enfin, conformément à la tendance néokeynésienne de l'économie néolibérale, dont les principaux représentants ont rédigé le programme d'Emmanuel Macron, il s'engage à « acheter » l'adhésion aux réformes structurelles, en compensant les effets négatifs de ces réformes et l'augmentation des profits privés par des mesures de pouvoir d'achat. Le pari est que la population acceptera mieux la destruction des vieilles solidarités d'État et la flexibilité du marché du travail. Plus besoin de compromis : ce qui détruit le système ancien renforcera le nouveau monde. Finalement, le candidat peut proposer un « néolibéralisme à visage humain », capable de séduire un électorat allant de la classe moyenne traditionnellement de droite, excédée par la pression fiscale, à la bourgeoisie de centre gauche soucieuse d'une apparence de justice sociale. Macron se plaît à se présenter comme un « authentique social-démocrate » capable de repousser la « droite autoritaire » incarnée par Fillon et d'éviter le cauchemar de l'électeur de gauche : un duel Fillon-Le Pen au second tour.

Cette stratégie se révèle payante électoralement. Quoique bien aidé par l'affaire d'emplois fictifs révélée par *Le Canard enchaîné* en janvier 2017, plombant la campagne de François Fillon, Macron accède à la première place au premier tour devant Marine Le Pen. Le scénario idéal se réalise. Avec une grande partie de son électorat, qui a voté pour

lui pour éviter un scénario non désiré au second tour [33]. Cette victoire est confirmée lors des élections législatives de juin, ou la majorité présidentielle l'emporte sans difficulté. Pour la première fois de l'histoire de la V<sup>e</sup> République, un candidat au programme néolibéral est élu à l'Élysée, avec pour ambition de détruire le modèle hybride français.

\*\*\*



### ***La Guerre sociale en France***

### ***Aux sources économiques de la démocratie autoritaire***

**Romaric Gobin**

éd. La Découverte

245 pages, 18 euros

## Mots-clés

---

## Derniers articles

---

## Du même auteur

---

## Multimédias

---

- [PODCAST Cette République hôtelière qui discrédite la France](#) Par [Edwy Plenel](#)
- [PODCAST Procès France Télécom: peines maximales requises contre les «chauffards du travail»](#) Par [Dan Israel](#)
- [PORTFOLIO General Electric: à Belfort, salariés et habitants mobilisés pour dire «stop au massacre»](#) Par [Raphaël Helle / Signatures Pour Mediapart](#)

## Aujourd'hui

---

- [La Une](#)  
[«Impeachment» de Trump: les démocrates appuient sur le bouton](#) Par [Mathieu Magnaudeix](#)
- [Contre le cartel de l'impunité](#) Par [Fabrice Arfi](#)